

REPUBLIQUE FRANCAISE  
DEPARTEMENT DU CALVADOS  
ARRONDISSEMENT DE CAEN  
**COMMUNE DE OUISTREHAM**

\*\*\*\*\*

**EXTRAIT DE LA  
SEANCE DU 2 JUIN 2020**

\*\*\*\*\*

L'an deux mille vingt, le mardi 2 juin à 18h30, le Conseil Municipal, légalement convoqué le 27 mai, s'est réuni en séance ordinaire au Centre Socioculturel de Ouistreham, sous la présidence de M. Romain BAIL, maire de Ouistreham.

Etaient présents : Catherine LECHEVALLIER, Pascal CHRETIEN, Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR, Robert PUJOL, Sabine MIRALLES, Paul BESOMBES, Sophie POLEYN, Luc JAMMET, maires adjoints,

Annick CHAPELIER, François PELLERIN, Patrick QUIVRIN, Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS, Thierry TOLOS, Béatrice PINON, Pascale DEUTSCH, Nadia AOUED, Christophe GSELL, Jean-Pierre MENARD-TOMBETTE, Fabienne LHONNEUR, Martial MAUGER, Matthieu BIGOT, Amélie NAUDOT, Patrick CHRETIEN, Pascale SEGAUD CASTEX, Raphaël CHAUVOIS, Sophie BÖRNER, Yves MESLÉ, François NOURRY, conseillers municipaux.

Secrétaire de séance : Mme NAUDOT.

**INDEMNITES DE FONCTION - DETERMINATION DU REGIME INDEMNITAIRE DES ELUS  
TITULAIRES D'UNE DELEGATION**

DEL20200602_08A	Présents : 29	Pouvoirs : 0	Votants : 29	Pour : 23	Contre : 0	Abstentions : 6
DEL20200602_08B	Présents : 29	Pouvoirs : 0	Votants : 29	Pour : 25	Contre : 0	Abstentions : 4

Annexe : - Tableau des indemnités

**Rapporteur : le Maire**

[...] Les indemnités de fonction des élus sont fixées par le CGCT sur la base des éléments suivants :

- ✓ l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique (Article L2123-20 du CGCT), soit depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019 : IB 1027-IM 830.
- ✓ la strate démographique dans laquelle s'inscrit la commune
- ✓ le statut juridique de la collectivité (commune, EPCI, etc.).

L'indemnité de fonction est subordonnée à l'exercice effectif des fonctions correspondantes et ne peut être versée que si le Conseil Municipal, par délibération, a déterminé le niveau des indemnités applicables dans la limite du montant maximal et en a désigné les bénéficiaires.

❖ **Indemnité de fonction du Maire :**

L'indemnité de fonction du maire est fixée en appliquant à l'indice de référence un barème qui tient compte de la strate démographique de la commune (Article L2123-23) :

Strate démographique (habitants)	Taux maximal (en %)	Exemple Indemnité brute mensuelle au 01/01/2020 (en euros)
De 3 500 à 9 999	55	2 139.17

En application de l'article 3 de la Loi n°2015-366 du 31 mars 2015 avec effet au 1er janvier 2016, les indemnités de fonction du maire sont fixées à titre automatique au taux plafond, sans besoin de délibération du conseil municipal. Une délibération du conseil municipal cependant peut venir marquer la volonté du maire de percevoir un montant inférieur à celui prévu par la loi. En absence de délibération, c'est ce taux maximal qu'il convient d'appliquer.

❖ **Indemnités de fonction des maires-adjoints :**

L'indemnité de fonction des adjoints au maire est fixée en appliquant à l'indice brut de référence un barème qui tient compte de la strate démographique de la commune (Article L2123-24 du CGCT) :

Strate démographique (habitants)	Taux maximal (en %)	Exemple Indemnité brute mensuelle au 01/01/2020 (en euros)
De 3 500 à 9 999	22	855.67

Cette indemnité peut dépasser le maximum prévu par le CGCT, à condition que l'enveloppe globale ne soit pas dépassée, et que l'indemnité versée à un adjoint n'excède pas l'indemnité maximale susceptible d'être allouée au maire.

L'octroi de l'indemnité à un adjoint est possible dès lors que le maire lui a donné une délégation par arrêté. [...]

Pour rappel, par délibération en date du 26/05/2020, le Conseil Municipal a désigné 8 adjoints, auxquels le maire a souhaité accorder les délégations de fonctions et de signature suivantes :

RANG	NOM	DOMAINES DE LA DELEGATION	Réf. arrêté
1 <sup>er</sup> adjoint	Catherine LECHEVALLIER	EDUCATION - JEUNESSE ET PETITE ENFANCE	
2 <sup>e</sup> adjoint	Pascal CHRETIEN	ENVIRONNEMENT - URBANISME - AMENAGEMENT	
3 <sup>e</sup> adjoint	Isabelle MÜLLER DE SCHONGOR	AFFAIRES SOCIALES – SANTE – SENIORS- SOLIDARITES	
4 <sup>e</sup> adjoint	Robert PUJOL	FINANCES	
5 <sup>e</sup> adjoint	Sabine MIRALLES	CULTURE - PATRIMOINE	
6 <sup>e</sup> adjoint	Paul BESOMBES	DEMOCRATIE PARTICIPATIVE - PROXIMITE - VIE ASSOCIATIVE / COMMERCE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	
7 <sup>e</sup> adjoint	Sophie POLEYN	EVENEMENTIEL – FÊTES ET CEREMONIES	
8 <sup>e</sup> adjoint	Luc JAMMET	SPORT - NAUTISME	

#### ❖ Calcul de l'enveloppe globale :

L'enveloppe indemnitaire globale est le montant total des indemnités maximales susceptibles d'être allouées au maire et aux adjoints, *hors les majorations*, soit, au 1<sup>er</sup> janvier 2020 :

(55% appliqués à l'IB 1027-IM 830) + 8 x (22% appliqués à l'IB 1027-IM 830), soit un calcul sur la base d'un taux global de 231% appliqué à l'IB1027-IM 830.

Calcul de l'enveloppe globale mensuelle au 1<sup>er</sup> janvier 2020 : 2 139.17 + 6 845.36€ = **8 984.53€**  
 soit un montant de 107 814,36€ pour l'année.

#### ❖ Indemnités de fonction des conseillers :

L'article Article L2123-24-1 du CGCT stipule que

- les conseillers municipaux des communes de moins de 100 000 habitants peuvent prétendre à des indemnités de fonction, au maximum égale à 6 % du terme de référence et dans le respect de l'enveloppe globale. C'est le conseil municipal qui délibère sur la répartition des indemnités, au regard de cette enveloppe.
- Certains conseillers municipaux «délégués» peuvent percevoir une indemnité, mais toujours dans la limite de l'enveloppe globale. Cette indemnité n'est pas cumulable avec la précédente et ne peut excéder celle du maire.

Strate démographique (habitants)	Taux maximal (en %)	Exemple Indemnité brute mensuelle au 01/01/2020 (en euros)
Lyon et Marseille	34.5	1341.84
100 000 habitants et plus	6	233.36
moins de 100 000 habitants	6	233.36
conseillers délégués - toute commune	dans l'enveloppe globale	



Pour information, le maire a souhaité accorder des délégations de fonctions et de signature aux conseillers suivants :

NOM	DOMAINES DE LA DELEGATION	Réf. arrêté
François PELLERIN	ASSOCIATIONS SPORTIVES	
Patrick QUIVRIN	TOURISME – SPORTS ET LOISIRS	
Josiane CLEMENT-LEFRANÇOIS	COHESION SOCIALE – LIENS INTERGENERATIONNELS	
Thierry TOLOS	ANIMATIONS – JUMELAGES -PAVOISEMENT - DECORATIONS	
Béatrice PINON	PETITE ENFANCE	
Nadia AOUED	VIE LOCALE ET ASSOCIATIONS CULTURELLES	
Christophe GSELL	TRAVAUX – COMMISSIONS DE SECURITE - LOGEMENT	
Fabienne LHONNEUR	ANIMATIONS – VIE DE LA STATION BALNEAIRE	
Martial MAUGER	COMMERCE ET DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE	
Amélie NAUDOT	DIALOGUE SOCIAL, EMPLOI, INSERTION	

❖ **Majorations d'indemnités de fonction :**

Des majorations d'indemnités de fonction peuvent être votées dans certaines communes par l'assemblée délibérante (réf. article L2123-22 du CGCT) :

- les communes chefs-lieux de département, d'arrondissement et, depuis fin mars 2015 les **communes sièges des bureaux centralisateurs de canton** respectivement à 25%, à 20% et 15% (réf. Décret n° 2015-297 du 16 mars 2015 relatif à la majoration des indemnités de fonction des élus municipaux au titre des communes anciennement chefs-lieux de canton et au titre des communes sièges des bureaux centralisateurs de canton),
- les communes sinistrées (à un pourcentage égal au pourcentage d'immeubles sinistrés de la commune),
- les **communes classées stations de tourisme**, la majoration peut s'élever au maximum à 50% (pour les communes dont la population totale est inférieure à 5000 habitants), et à 25% (pour celles dont la population est supérieure à 5000 habitants).
- les communes dont la population, depuis le dernier recensement, a augmenté à la suite de la mise en route de travaux publics d'intérêt national, la majoration peut s'élever au maximum à 50%,
- Dans les communes qui, au cours de l'un au moins des trois exercices précédents, ont été attributaires de la dotation de la solidarité urbaine et de cohésion sociale prévue aux articles L2334-15 du CGCT, les indemnités de fonction peuvent être votées dans les limites correspondant à l'échelon immédiatement supérieur à celui de la population des communes visé dans le tableau de répartition des indemnités de l'article L2123-23 du CGCT.

Les élus municipaux concernés sont, dans les communes de moins de 100 000 habitants, les **maires, les adjoints au maire** et, depuis la réforme de la Loi Engagement et Proximité, les **conseillers délégués** (cf. art.L2123-24-1 du CGCT modifié par l'article 92 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 relative à l'engagement dans la vie locale et à la proximité de l'action publique). La majoration est appliquée sur l'indemnité versée à l' élu et non sur le maximum autorisé.

Le conseil municipal est invité à déterminer dans un premier temps, le montant des indemnités de fonction des élus, pour la durée de leur mandat, le conseil municipal vote, dans le respect de l'enveloppe indemnitaire globale définie au II de l'article L2123-24, et dans un deuxième temps, les majorations à appliquer à ces indemnités de base :

**Après délibération, le conseil municipal**

1°) **Délibération n°08A : Après délibération, le CONSEIL MUNICIPAL DECIDE avec 6 abstentions<sup>1</sup> d'accorder une indemnité de fonction au maire et aux élus délégataires, adjoints et conseillers, avec une périodicité de versement mensuelle et calculée comme suit (cf. tableau transmis avec la convocation, en annexe de la délibération) et payable dès l'attribution des délégations :**

- enveloppe globale calculée sur la base d'un taux de 231% appliqué à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique ;

<sup>1</sup> MM Pas. Chrétien, R. Chauvois, JY. Meslé, Ch. Nourry et Mmes P. Segaud Castex, S. Börner.

- indemnité du maire : application d'un taux de 55% à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, avec effet rétroactif au 26 mai 2020 (élection et installation du maire) ;
- indemnité de fonction des maire-adjoints titulaires d'une délégation : application d'un taux de 14.5% à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, avec effet à la date d'entrée en fonction, précisée dans l'arrêté donnant délégation ;
- indemnité de fonction des conseillers titulaires d'une délégation : application d'un taux de 6% à l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique, avec effet à la date d'entrée en fonction, précisée dans l'arrêté donnant délégation ;

2°) Délib. n°08B : Après délibération, LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE avec 4 abstentions<sup>2</sup> d'appliquer une majoration à l'indemnité principale de fonction au maire, aux adjoints et aux conseillers délégués, correspondant à 40% de l'indemnité principale (+25% pour le classement station balnéaire et +15% pour la qualité de chef-lieu de canton).

△ ⓘ Toute délibération du conseil municipal concernant les indemnités de fonction d'un ou de plusieurs de ses membres, à l'exception du maire, est accompagnée d'un tableau annexe récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux autres membres du conseil municipal (Article L2123-20-1 du CGCT)

Calcul des Indemnités (montant mensuel) au 01/01/2020					
Indice de référence : indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique					
ELUS	INDEMNITE DE BASE		MAJORATION		MONTANT GLOBAL
	Taux (%)	(€)	Taux (%)	(€)	
Maire	55	2 139.17	40	855.67	2 994,84
Adjoints délégués (8)	14.5	563.96	40	225.59	789.55
Conseillers délégués (10)	6	233.36	40	93.35	326.71
Enveloppe globale à ne pas dépasser	231	8 984,51€			

3°) Le conseil municipal prend acte que chaque année, conformément aux directives de l'article 93 de la loi n° 2019-1461 du 27 décembre 2019 dite Loi Engagement et Proximité (portant modification de l'article L2123-24-1-1 du CGCT), la commune devra établir un état présentant l'ensemble des indemnités de toute nature dont bénéficient les élus siégeant au conseil municipal, au titre de tout mandat et de toutes fonctions exercés au sein

- du Conseil Municipal ;
- des syndicats où ils le représentent ;
- des syndicats mixtes, sociétés d'économie mixtes locales (SEML), sociétés publiques locales (SPL) et des sociétés d'économie mixte à opération unique (SEMOP), ou filiale d'une de ces sociétés au sein desquelles ils les représentent.

Cet état devra faire apparaître l'ensemble de ces indemnités, libellées en euros et de manière nominative, et sera communiqué pour information aux conseillers municipaux avant l'examen du budget de la commune (possiblement à l'occasion de la présentation du rapport d'orientation budgétaires).

Fait et délibéré en séance les jour, mois et an que dessus.

Extrait conforme aux registres des délibérations.



Le registre dûment signé,

LE MAIRE

Romain BAIL

- 9 JUIN 2020

Affichée le

Certifiée exécutoire le

<sup>2</sup> MM Pat. Chrétien, R. Chauvois, JY. Meslé, et Mme P. Segaud Castex.